

Discours annuel sur la situation de la Ville

Le 14 janvier 2004

Bonjour.

Je fais cet après-midi ma quatrième allocution sur l'état de la Ville à titre de maire d'Ottawa.

L'année sera un grand défi très difficile à relever pour la Ville.

La croissance de la population et l'expansion économique de la Ville continuent de surpasser les prévisions. Ottawa est une ville dynamique et intéressante, ce qui explique la situation.

Il y a toutefois une réalité malheureuse pour les villes canadiennes en croissance rapide : l'expansion économique graduelle est positive pour les résultats de nombreuses entreprises, d'autres paliers d'administration publique et l'emploi en définitives, mais elle a des répercussions négatives sur les budgets municipaux parce qu'il est maintenant bien évident que les impôts fonciers ne peuvent soutenir l'infrastructure nécessaire à l'expansion des villes.

Partout autour de nous aujourd'hui, que ce soit au Canada ou ailleurs en Amérique du Nord, tous les paliers d'administration publique se serrent la ceinture.

Nous réalisons tous que 2004 marquera un changement drastique de la prestation de programmes et services de la Ville.

L'une des premières interventions du premier ministre Paul Martin après les élections a été le gel des dépenses pour les projets d'immobilisations et le plafonnement de la fonction publique fédérale.

Au début de son mandat à Queen's Park, le premier ministre McGuinty a ordonné un examen complet des programmes à cause du déficit de 5,6 milliards de dollars du gouvernement provincial. Le premier ministre Charest suit la même voie au Québec.

L'écart de financement touche toutes les grandes villes au Canada. Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver, toutes constatent des restrictions massives. Il manque 344 millions de dollars au budget de la Ville de Toronto cette année et elle a déjà augmenté les taxes chaque année depuis la fusion.

Ces décisions fiscales drastiques des gouvernements fédéral et provincial reflètent en fait ce que la Ville d'Ottawa a déjà fait pour aider à cibler les deniers publics précieux sur ce qui a le plus d'importance pour les citoyens.

J'ai demandé l'été dernier au directeur municipal adjoint, Steve Kanellakos, de procéder à un gel de l'embauche et du financement discrétionnaire pour réduire les coûts au budget.

Pendant plusieurs mois ensuite, le personnel de la Ville a entrepris l'énorme travail de l'examen général des programmes.

Le Registre des occasions dégagées et l'Examen général des programmes donneront maintenant au Conseil municipal un menu budgétaire où choisir pendant que nous continuons de rationaliser les services municipaux.

Nous avons toutefois déjà apporté des changements dans certains secteurs.

Ottawa est la seule ville au Canada ayant un bureau de partenariat entre les secteurs public et privé. Le programme des trois P a débouché sur des ententes pour six nouvelles surfaces de glace dans l'est et l'ouest de la ville, et de nouvelles superficies de soccer.

Nous organisons actuellement le Service des parcs et des loisirs pour donner un meilleur service au public.

La Direction des communications est rationalisée et comprimée.

Les anciens hôtels de ville d'Ottawa, de Kanata et de Gloucester sont vendus. Nous avons ramené notre superficie d'administration de 17 à 3 immeubles seulement. De plus, l'immeuble de bureaux au 495, chemin Richmond est vendu et les bien-fonds de la Ville situés au 150, rue Elgin sont aussi à vendre.

Simultanément, nous devons faire la prestation de services essentiels de premier ordre. La Ville a investi des dizaines de millions de dollars pour améliorer les services d'ambulance, de police et des pompiers.

Voici un fait policier qui n'a pas fait les manchettes. Ces services essentiels de premier ordre comprennent le programme d'accès aux défibrillateurs publics à Ottawa, le plus important au Canada actuellement.

L'an dernier, plusieurs agents de police qui répondaient d'abord à un appel d'urgence ont utilisé un défibrillateur externe pour aider à sauver la vie de sept résidents en arrêt cardiaque.

Chaque seconde et chaque minute sont critiques quand un citoyen est en arrêt cardiaque soudain.

Toutes les voitures de patrouille et les postes de police d'Ottawa sont munis d'un défibrillateur.

Il y a 300 défibrillateurs dans les centres communautaires, les piscines et d'autres installations communautaires dans la ville d'Ottawa.

Le programme a sauvé de nombreuses vies et beaucoup sont des personnes âgées.

Depuis mon élection à titre de président régional et ensuite, de maire d'Ottawa, j'ai souvent pris la parole sur la nécessité d'une " infrastructure pour les gens " et sur la qualité de vie dans notre ville.

Nous sommes chanceux d'avoir de l'air pur, de l'eau potable, de nombreux parcs et une collectivité sécuritaire dans cette ville.

Les décisions du Conseil ne doivent jamais compromettre les valeurs fondamentales qui ont des répercussions sur notre qualité de vie.

Tournons-nous maintenant vers l'avenir pour quelques instants.

Les transports en commun sont toujours en tête de liste des priorités de la Ville.

Quiconque met en doute cet engagement n'a qu'à observer ce qui se passe à Toronto.

Un goulot d'étranglement constant immobilise la plus grande ville du Canada. Il faut deux heures à des résidents pour se rendre au travail et deux heures en soirée pour retourner à domicile. Les familles sont énormément stressées.

Il faut tracer des plans d'expansion du train léger et du transport en autobus à Ottawa.

L'évaluation environnementale du tronçon est-ouest du train léger est en cours. Le O train dépasse toutes les attentes et l'achalandage atteint maintenant 8 500 passagers chaque jour en semaine. L'achalandage des autobus a augmenté de 2 % l'an dernier et affiche maintenant plus de 90 millions de déplacements.

Un meilleur transport en commun est la solution pour maintenir une qualité de vie élevée à Ottawa.

N'oublions pas le message de Carl Guardino. Il est président d'un groupe de fabricants de Silicon Valley installés à San Jose en Californie qui représente certaines des plus importantes entreprises de haute technologie dans le monde.

Voici un extrait traduit de l'allocution de M. Guardino au déjeuner du maire à Ottawa l'an dernier : Dans une économie à l'ère de l'information, nous savons que les membres de notre effectif peuvent travailler partout où ils veulent dans le monde. Ils choisiront Silicon Valley, ils choisiront Ottawa, non seulement si nous leur donnons un excellent endroit où faire affaires, mais aussi un endroit de choix où peuvent vivre les employés et la famille.

Les leaders des entreprises de haute technologie affirment constamment à M. Guardino que leur première priorité n'est pas les taxes, mais plutôt la qualité de vie. Cela signifie de nouveau un meilleur transport en commun, des résidences à prix raisonnables et de bons services de qualité.

Le logement à prix raisonnable est aussi une priorité en 2004.

L'ancien gouvernement conservateur provincial a refusé d'être partenaire de financement avec la Ville et le gouvernement fédéral pour n'importe quel programme de logements à prix raisonnables. Le programme du gouvernement fédéral offre une subvention de 25 000 \$ par logement.

Nous demandons à la province une subvention équivalente. Nous avons aménagé très peu de logements à prix raisonnables depuis quelques années.

Compte tenu du groupe de travail du maire sur les logements à prix raisonnables, Action Ottawa prévoit aménager au moins 300 logements à prix raisonnables à Ottawa cette année.

Le nouveau Plan directeur, c. à d. le Plan de croissance de la Ville d'Ottawa pour les vingt prochaines années, comprend un nouveau territoire urbain pour des collectivités polyvalentes qui auront facilement accès aux parcs et au transport en commun.

Freiner l'étalement urbain est non seulement essentiel pour maintenir une qualité de vie élevée à Ottawa, mais c'est aussi une décision économique logique.

Donner aux citoyens une qualité de vie élevée est en fait une tâche liée à la campagne sur le nouveau pacte pour les villes que les maires des grandes municipalités ont lancé il y a plusieurs années.

Cette campagne commence enfin à donner des résultats.

Le premier ministre Martin oriente le programme de son gouvernement pour les villes. M. Martin a ancré dans son administration une structure de coordination des décisions qui ont des répercussions sur les villes.

Nous considérons que c'est un pas en avant. Il s'agit en fait du début d'une nouvelle convention constitutionnelle au Canada qui respecte les villes comme nouveau palier d'administration publique. Nous prenons le premier ministre au mot lorsqu'il dit que les villes sont au cœur des priorités du gouvernement.

La porte de Queen's Park est finalement ouverte à la Ville d'Ottawa.

Quelques semaines à peine après l'assermentation, j'ai rencontré le premier ministre McGuinty en personne et plusieurs ministres de son Cabinet sur les enjeux qui touchent Ottawa.

L'un de ces enjeux est le système enrayé de l'impôt foncier. J'espère que le gouvernement provincial fera bientôt le suivi à l'aide de recommandations sur les moyens à appliquer pour rétablir le système qui sème la confusion, afin d'aider à protéger les propriétaires.

Le personnel des finances a prévu que 80 % des propriétaires constateraient une augmentation de leurs taxes malgré le gel cette année. À quel point le système peut-il être plus bizarre pour la Ville d'Ottawa?

Le gouvernement provincial a promis de partager la taxe sur l'essence et je crois qu'il le fera. Les municipalités de l'Ontario sont en perte de terrain derrière de nombreuses autres villes au chapitre du déficit de l'infrastructure. Le gouvernement de l'Ontario a réitéré qu'il s'agit d'un engagement.

Uniquement pour la comparaison, considérez ceci : le gouvernement de Ralph Klein partage les revenus tirés de la taxe sur l'essence et a versé 254 millions de dollars à la ville de Calgary et 208 millions de dollars à la ville d'Edmonton depuis trois ans. Voilà comment ces villes aménagent leur réseau de transport en commun.

Le courage et la sagesse de ce Conseil et de la Ville d'Ottawa seront mis à l'épreuve en 2004.

Nous pouvons être fiers de nos antécédents sur les taxes, ce sont les meilleurs de n'importe quelle grande ville au Canada. Les impôts fonciers ont diminué deux fois et ont été gelés quatre fois depuis six ans.

Nous en sommes maintenant au défi de cette année.

Nous avons plus que jamais besoin de l'engagement des résidents qui s'intéressent à cette ville. Nous avons besoin de l'aide des organismes communautaires, nous avons besoin de la rétroaction de la collectivité des entreprises et des citoyens pour aider la Ville à passer à travers ce cycle budgétaire.

En effet, il y aura moins d'employés à plein temps, des projets seront annulés ou reportés, des programmes et services seront restreints, et toutes ces mesures font partie de la solution.

Quand nous tirerons la conclusion du budget en mars, cependant, je suis certain qu'Ottawa aura relevé ce tout récent défi fiscal et que la Ville sera encore plus forte qu'elle l'est aujourd'hui.

Tant que nous travaillons ensemble, Ottawa sera une ville dynamique, souple et confiante, une ville dont la qualité de vie est unique au Canada.

Je vous remercie.